

## Vieillesse, invalidité, décès

### Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1919.

Lois en vigueur: 1952, 1965, 1968, 1969, 1974, 1975, 1978, 1980, 1981, 1984, 1992, 1995.

#### Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 1 509 liras)

### Champ d'application

Travailleurs salariés (y compris les travailleurs domestiques).

Régimes spéciaux pour cadres de l'industrie, professions libérales, cheminots, services publics, transports aériens, journalistes, fonctionnaires, artisans indépendants, marchands et exploitants agricoles.

### Sources de financement

**Assuré:** 8,89% du salaire jusqu'à 63 054 000 liras par an; 9,9% du salaire dépassant ce montant.

**Employeur:** 19,36% des salaires. 23,8% pour les travailleurs salariés engagés à partir du 1/1/1997. A partir du 1/1/1999, le taux sera de 23,8%, indépendamment de la date de l'engagement. En sus, cotisation spéciale à la charge des employeurs de certaines industries.

Les employeurs de certaines régions sont libérés d'une partie de leurs cotisations en raison de la crise économique.

**Gouvernement:** Coût total des allocations sous conditions de ressources. Tout déficit éventuel.

Salaire minimum pour le calcul des cotisations: 62 729 liras par jour pour les ouvriers de l'industrie ou salaire minimum contractuel plus élevé. Pas de plafond pour le calcul des cotisations et des prestations. Plafond de 250 000 000 liras par an pour les nouveaux assurés depuis le 1er janvier 1996.

### Conditions d'attribution

**Pension de vieillesse:** 3 catégories d'assurés:

- Nouveaux assurés depuis 1996: Age de retraite flexible entre 57 et 65 ans. Cessation de l'activité rémunérée. Pas de pension d'ancienneté.

- Assurés ayant moins de 18 ans de couverture sous l'ancienne législation: Jusqu'au mois de décembre 1996, 62 ans (hommes) ou 57 ans (femmes) et 17 années de cotisations. En 1997, 63 ans (hommes) ou

58 ans (femmes) et 18 années de cotisations. Augmentation progressive à 65 ans (hommes) ou 60 ans (femmes) et 20 années de cotisation en 2001. Pension d'ancienneté: 40 années de cotisations, ou 57 ans et 35 années de cotisation.

- Assurés avec plus de 18 ans de couverture sous l'ancienne législation: Comme catégorie 2, sauf 15 années de cotisation avant 1992. Pension d'ancienneté en 1996: 52 ans et 36 années de cotisation; augmentation progressive à 40 années en 2008.

Bonus d'éducation: 170 jours de cotisation crédités à la mère élevant un enfant de moins de 6 ans. Jusqu'à 25 jours de cotisation si élevant un enfant de plus de 6 ans; maximum, 4 mois par année.

**Pension d'invalidité:** Incapacité de travail totale et permanente. 5 années de cotisation dont 3 années au cours des 5 dernières années. Pensions octroyées sous conditions de ressources (3 fois le montant de la pension minimum).

Allocation d'invalidité: Perte des 2/3 de la capacité de travail. Mêmes conditions de cotisation que pour la pension d'invalidité.

**Pension de survivants:** Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

### Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

**Pension de vieillesse:** - Catégorie 1: Montant des cotisations accumulées multiplié par un coefficient variant entre 4,72 à 57 ans et 6,136 à 65 ans. - Catégorie 2: Pour les périodes avant décembre 1995, pourcentage gradué (0,9 à 2%) du salaire multiplié par le nombre d'années de cotisation. Pour les périodes après décembre 1995, comme catégorie 1. - Catégorie 3: Pourcentage gradué (0,9 à 2%) du salaire multiplié par le nombre d'années de cotisation.

Pension minimum: 685 400 liras par mois.

Paiement mensuel de la pension avec un 13e paiement mensuel en décembre.

Prestation sous conditions de ressources ("pension sociale"): Jusqu'à 390 300 liras par mois payables à l'âge de 65 ans si citoyen résident (13 versements par an).

Ajustement annuel des pensions selon l'augmentation moyenne du produit inférieur brut des 5 dernières années.

## Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

**Pension d'invalidité:** Comme pension de vieillesse, plus prise en compte des années jusqu'à l'âge normal de la retraite. Réduite de 25% si le titulaire gagne 4-5 fois le montant de la pension minimum; réduite de 50% si les gains dépassent 5 fois le montant.

Pension minimum: 685 400 liras par mois.

Supplément pour assistance constante: Jusqu'à 496 000 liras par mois (ajusté tous les deux ans).

Allocation d'invalidité: Comme pension de vieillesse. Due pour 3 ans. Devient permanente après deux renouvellements.

13<sup>e</sup> paiement mensuel en décembre.

Ajustement annuel des pensions selon l'augmentation moyenne du produit intérieur brut des 5 dernières années.

## Prestations de survivants pour les personnes à charge

**Pension de veuve:** 75% de la pension de l'assuré pour les survivants qui gagnent 3-4 fois le montant de la pension minimum; 60% pour ceux qui gagnent 4-5 fois ce montant; 50% pour ceux dont les gains dépassent 5 fois ce montant. 70% si jeune enfant, étudiant ou enfant invalide à charge.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension de l'assuré.

Allocation funéraire: 43 200 à 129 600 liras si n'ayant pas droit à pension.

## Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale et Trésor: Surveillance générale.

Institut national d'assurance sociale: Gestion du régime par ses bureaux locaux; administré par un conseil tripartite.

Régimes spéciaux gérés par des instituts ou caisses distincts.

## Maladie et maternité

---

### Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois: 1912 (maternité), 1927 (tuberculose) et 1943 (maladie).

Lois en vigueur: 1950 et 1971 (maternité), 1962 (maladie), 1970 (tuberculose), 1974, 1978 (service national de santé), 1980 et 1987 (maternité pour travailleuses indépendantes).

**Régime d'assurance sociale** (prestations en espèces) et **régime universel** (soins médicaux)

## Champ d'application

**Prestations en espèces de maladie et de maternité:** Employés du commerce (à l'exception des cadres) et ouvriers de l'industrie.

**Prestations médicales:** Tous les résidents.

## Sources de financement

**Assuré:** 1% des revenus jusqu'à 40 000 000 liras par an, plus cotisation de solidarité de 0,8% des revenus entre 40 000 000 et 150 000 000 liras. Travailleurs indépendants: 5% des revenus avec un minimum annuel, plus cotisation de solidarité de 4,6% des revenus entre 40 000 000 et 150 000 000 liras. Les travailleuses indépendantes paient 18 000 liras par an à titre de prestations de maternité (artisans et commerçants 18 936 liras).

**Employeur:** Maladie, 9,6% des salaires. Tuberculose, 1,87% des salaires.

**Gouvernement:** Diverses subventions, plus une partie des cotisations des employeurs.

Salaire minimum pour le calcul des cotisations: 54 886 liras par jour pour les ouvriers de l'industrie ou salaire minimum contractuel plus élevé. Pas de plafond.

## Conditions d'attribution

**Prestations de maladie et de maternité:** Affiliation à l'assurance.

**Prestations pour tuberculose:** 1 an de cotisations.

**Prestations médicales:** Pas de stage.

## Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

**Prestations en espèces de maladie:** 50% du salaire pendant les 20 premiers jours, 66 2/3% par la suite.

Payables après un délai de carence de 3 jours pendant 180 jours (prolongation dans des cas spéciaux).

Prestations de tuberculose: Dues pendant un traitement en sanatorium de 60 jours ou plus et pendant 2 ans par la suite. 50% du salaire à partir du 21<sup>e</sup> jour jusqu'au 180<sup>e</sup> jour et 66 2/3% par la suite. (Allocations familiales également payées.)

**Prestations de maternité:** 80% du salaire. Dues pour 2 mois avant et 3 mois après l'accouchement. Congé supplémentaire de 6 mois possible pour l'un des deux parents avec 30% du salaire.

## Prestations médicales pour les travailleurs assurés

**Prestations médicales:** Services fournis par des médecins et pharmaciens sous contrat avec le Service national de la santé et payés directement par lui, ainsi que par les hôpitaux qui sont généralement publics.

Englobent les soins de généralistes et de spécialistes, l'hospitalisation, les médicaments prescrits, les soins dentaires, les soins de sage-femme ou de médecin en cas d'accouchement, les appareils de prothèse spécifiés et les cures.

Les soins de tuberculose englobent les soins curatifs et de convalescence dans un sanatorium, les soins après le séjour en sanatorium et la réadaptation.

Participation des assurés aux frais de certains médicaments prescrits et aux analyses effectuées dans les hôpitaux. Supprimée pour les personnes de condition modeste et les invalides.

Durée: Pas de limite.

## Prestations médicales pour les personnes à charge

**Prestations médicales pour personnes à charge:** Les mêmes que pour les assurés.

Prestations de tuberculose pour personnes à charge: Prestations réduites, mais dans les mêmes conditions que pour les assurés.

## Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale et ministère de la Santé: Surveillance générale.

Institut national d'assurance sociale: Gestion des prestations en espèces de maladie et de maternité.

Service national de santé géré par 20 administrations régionales et des unités locales de santé.

## Accidents du travail et maladies professionnelles

### Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1898.

Loi en vigueur: 1965.

### Régime d'assurance sociale

### Champ d'application

Travailleurs manuels, employés non manuels faisant un travail dangereux et exploitants agricoles.

Régime spécial pour les gens de mer.

## Sources de financement

**Assuré:** Néant.

**Employeur:** 0,5% à 16% des salaires, selon le risque. Taux moyen pour les travailleurs de l'industrie: 3%.

**Gouvernement:** Néant.

Salaires minimum et maximum pour le calcul des prestations: 19 401 000 liras et 36 031 000 liras.

## Conditions d'attribution

**Prestations pour accidents du travail:** Pas de période minimum de stage.

## Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

**Prestations d'incapacité temporaire:** 60% du salaire pour les 90 premiers jours d'incapacité et 75% par la suite.

Payables après un délai de carence de 3 jours (pour lesquels l'employeur doit payer les prestations).

## Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

**Pension d'incapacité permanente:** 100% du salaire de l'année précédente si incapacité totale.

Supplément pour assistance constante: 580 000 liras par mois.

Suppléments pour personnes à charge: 5% de la pension pour la femme et pour chaque enfant de moins de 18 ans (26 ans si étudiant, pas de limite si invalide).

Incapacité partielle: Si incapacité de 11% à 79%, pension proportionnelle au degré d'incapacité. Si incapacité de 80% à 100%, pension complète.

Ajustement annuel des rentes en cas de variation d'au moins 10% du salaire journalier moyen dans l'industrie.

**Prestations médicales:** Soins médicaux, chirurgicaux et hospitaliers, appareils de prothèse et réadaptation.

## Prestations de survivants pour les personnes à charge

**Pension de veuve:** 50% du salaire de l'assuré. Egalement payée au veuf.

**Pensions d'orphelins:** 20% du salaire pour chaque orphelin de moins de 18 ans ou invalide; 40% si orphelin de père et de mère.

Père ou mère (en l'absence de veuve ou d'orphelins): 20% du salaire tant pour le père que pour la mère.

Maximum des pensions de survivants: 100% du salaire de l'assuré.

Allocation de survivants: Somme forfaitaire jusqu'à 2 322 000 liras, payable aux survivants ou à la personne qui a assumé les frais funéraires.

## Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale: Surveillance générale.

Institut national d'assurance contre les accidents du travail: Gestion du régime par ses bureaux de province; administré par un conseil tripartite.

Service national de santé: Gestion générale des prestations médicales.

Régimes spéciaux gérés par des caisses distinctes.

## Chômage

---

### Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1919.

Lois en vigueur: 1939, 1968, 1970, 1975, 1988, 1991.

### Régime d'assurance obligatoire

### Champ d'application

Travailleurs salariés du secteur privé.

Ouvriers du bâtiment: Prestations supplémentaires spéciales.

### Sources de financement

**Assuré:** Néant.

**Employeur:** 1,61% des salaires (cadres de l'industrie) ou 1,91% (industrie et commerce). Les employeurs de l'industrie versent également 0,3% (0,8% dans l'industrie du bâtiment) des salaires à un fonds spécial de chômage et 2,2% des salaires (1,9% pour les entreprises occupant moins de 50 salariés) à un "fonds pour compléments de salaire".

**Gouvernement:** Frais d'administration, plus subvention pour les travailleurs agricoles, l'emploi des jeunes et le fonds pour compléments de salaire.

Salaire minimum pour le calcul des cotisations: 62 729 liras par jour pour les ouvriers de l'industrie. Pas de plafond.

### Conditions d'attribution

**Prestations de chômage:** 2 ans d'assurance et 52 semaines de cotisation au cours des 2 dernières années. Ouvriers du bâtiment: 43 semaines de

cotisation au cours de 2 années d'emploi dans cette industrie.

**Indemnité de mobilité:** Payable aux travailleurs de l'industrie avec au moins 1 année d'assurance et 6 mois de travail effectif.

Etre inscrit au bureau de placement, être capable de travailler, remplir les conditions d'engagement, et être disponible pour un travail. Chômage non dû à une résiliation volontaire de la part du travailleur, à un licenciement pour juste cause (disqualification pour 30 jours), au refus d'une offre convenable ou au refus de la formation professionnelle prescrite.

**Complément de salaire:** Chômage partiel dans des circonstances spécifiées par la loi.

### Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

**Prestation de chômage:** 30% du salaire, payable après un délai de carence de 7 jours. Durée maximum: 180 jours.

Suppléments pour personnes à charge: Voir allocations familiales ci-dessous.

Prestation spéciale (industrie du bâtiment): 80% du salaire pendant 90 jours (prolongation possible).

Indemnité de mobilité pour les travailleurs de l'industrie: 80% du salaire pendant une période allant de 1 an à 4 ans en fonction de l'âge du travailleur et l'emplacement de l'entreprise.

### Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale et Trésor: Surveillance générale.

Institut national d'assurance sociale: Gestion du régime par ses bureaux locaux. L'Institut gère également le fonds des compléments de salaire.

Les services de placement reçoivent et examinent les demandes et paient les prestations, à l'exception de l'indemnité de mobilité payée par l'Institut national d'assurance sociale.

### Prestations familiales

---

#### Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1937.

Lois en vigueur: 1961, 1965, 1970, 1974, 1980, 1983, 1988 (réforme du régime).

#### Régime lié à l'emploi

**Champ d'application**

Travailleurs salariés et bénéficiaires de prestations d'assurance sociale, de prévoyance ou d'assurance chômage.

Régimes spéciaux pour les travailleurs indépendants et les pensionnés des régimes de pensions spéciaux.

locales de l'Institut que les cotisations versées en trop ou en moins.

**Sources de financement**

**Assuré:** Néant.

**Employeur:** 4,84% des salaires (2,48% pour les travailleurs salariés engagés depuis 1/1/1997). 3,34% en 1998; 2,48% en 1999.

**Gouvernement:** Diverses subventions.

Salaire minimum pour le calcul des cotisations: 62 729 liras par jour ou salaire minimum contractuel plus élevé.

**Conditions d'attribution**

**Allocations familiales:** Epouse de l'assuré; enfants de moins de 18 ans (pas de limite si invalides), frères et soeurs, nièces et neveux si orphelins et n'ayant pas droit à une pension de survivants. Dispositions particulières pour les travailleurs et anciens travailleurs (pensionnés) indépendants.

**Prestations en espèces pour les travailleurs assurés**

**Allocations familiales:** Montants variant selon le nombre des membres et le revenu de la famille de 60 000 à 440 000 liras (7 enfants ou plus).

Les plafonds du revenu sont augmentés pour les familles monoparentales et les familles avec au moins un membre invalide.

Dispositions particulières pour les exploitants agricoles et les travailleurs et anciens travailleurs (pensionnés) indépendants.

Ajustement annuel des revenus de référence selon l'augmentation moyenne du produit intérieur brut des 5 dernières années.

**Organisation administrative**

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale et Trésor: Surveillance générale.

Institut national d'assurance sociale par la Caisse centrale des allocations familiales: Gestion du régime.

Chaque employeur verse les allocations directement aux membres de son personnel (sauf dans l'agriculture) et ne règle avec les succursales